

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service sécurité de l'environnement industriel

**AR R E T E**  
**de mise en demeure**  
**Société Coopérative Agricole AXEREAL**  
**à BRIARE**

**Le Préfet du Loiret**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.514-5, L.171-6, L.171-8 et L.211-1,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703,
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),
- VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 autorisant la Société Coopérative Agricole (SCA) AGRALYS à poursuivre l'exploitation, dans le cadre de l'extension des installations de stockage de céréales, de son complexe céréalier situé sur le territoire de la commune de BRIARE, lieudit « Les Terres du Camp »,
- VU le courrier préfectoral du 22 septembre 2014 prenant acte de la nouvelle dénomination sociale de la SCA AGRALYS devenue SCA AXEREAL, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014, pour l'établissement implanté à l'adresse susvisée,
- VU le courrier du 14 janvier 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) du Centre-Val de Loire (unité départementale du Loiret) adressé à la SCA AXEREAL, lui communiquant son rapport du 3 janvier 2020, relatif à l'inspection réalisée le 24 septembre 2019 des installations qu'elle exploite à l'adresse susvisée, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, et l'informant de ses propositions transmises au Préfet,
- VU le rapport et les propositions de la DREAL transmis au Préfet le 14 janvier 2020,
- VU le courrier préfectoral du 23 janvier 2020 informant la SCA AXEREAL des propositions de la DREAL susmentionnées ainsi que du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, et lui soumettant le projet d'arrêté de mise en demeure,
- VU le courrier de réponse de l'exploitant du 13 février 2020 faisant part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure,

VU le courrier du 2 mars 2020 de la DREAL du Centre-Val de Loire (unité départementale du Loiret) adressé à la SCA AXERREAL, l'informant du maintien de cinq non-conformités, dont quatre qualifiées d'importantes, et de sa proposition au Préfet de poursuivre la procédure de mise en demeure engagée,

VU le courriel du 3 mars 2020 de la DREAL du Centre-Val de Loire (unité départementale du Loiret) adressé au Préfet, lui proposant de poursuivre la procédure de mise en demeure engagée à l'encontre de la SCA AXERREAL,

CONSIDERANT que sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en application de l'article L.512-1 de ce même code,

CONSIDERANT que la SCA AXERREAL exploite sur le territoire de la commune de BRIARE un complexe céréalier relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 (silo 4) et de la rubrique 4702 (stockage d'engrais) de la nomenclature des ICPE,

CONSIDERANT que la rubrique 2160 de la nomenclature des ICPE concerne l'exploitation de silos et d'installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables,

CONSIDERANT que la rubrique 4702 de la nomenclature des ICPE concerne le stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium,

CONSIDERANT que la SCA AXERREAL exploite trois autres silos relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des ICPE,

CONSIDERANT que les risques liés à la manutention et au stockage de produits agro-alimentaires sont intrinsèquement l'incendie et/ou l'explosion,

CONSIDERANT que dans certaines conditions, en particulier lorsqu'ils font l'objet d'un apport de chaleur d'origine externe, certains engrais peuvent être le siège d'un ensemble de réactions chimiques aboutissant à une décomposition du produit,

CONSIDERANT que les silos 1 et 2 de l'établissement sont inscrits sur la liste des Silos à Enjeux Très Importants (SETI) du département du Loiret,

CONSIDERANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004 modifié et l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 novembre 2012, stipulent chacun que :

*« L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :*

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,*
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté »,*

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral susvisé du 12 juillet 2012 stipule :

- à son article 7.3.3. : « Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. »,*
- à son article 7.7.2. : « Les équipements (moyens d'intervention en cas d'accident) sont maintenus en bon état. Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel. »,*
- à son chapitre 7.1 : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. »,*

CONSIDERANT que lors du contrôle du 24 septembre 2019 des installations exploitées par la SCA AXEREAL sur le territoire de la commune de BRIARE, l'inspecteur de l'environnement de la DREAL a constaté quatre non conformités de niveau 1 suivantes :

- lors de la dernière vérification annuelle du 22 mai 2019, au titre de la réglementation des ICPE, plusieurs installations électriques des silos 1 à 4 n'ont pas été contrôlées entièrement en l'absence d'autorisation de l'exploitant (mesurages des prises de terre, des conducteurs de protection et des liaisons équipotentielles),
- lors de la dernière vérification annuelle du 22 mai 2019 (hors réglementation ICPE), plusieurs installations électriques de l'établissement n'ont pas été contrôlées (séchoir, magasin d'approvisionnement...) ou n'ont pas été vérifiées entièrement (essai et mesurage des dispositifs à courant différentiel résiduel, examen des éléments internes des cellules haute tension...),
- l'exploitant ne s'assure pas du bon état et de l'opérationnalité des quatre colonnes sèches de son établissement (vérification visuelle, essais hydrauliques et contrôle d'étanchéité),
- la mise en sécurité du séchoir du silo 1, arrêté depuis plusieurs années, n'a pas été effectuée (vidange/dégazage des différents circuits d'alimentation en gaz, consignation des circuits d'alimentations électrique/gaz...),

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement réglementaire vis-à-vis des dispositions :

- de l'article 9 de l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004 modifié,
- de l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 novembre 2012,
- des articles 7.3.3. et 7.7.2. ainsi que du chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 juillet 2012,

CONSIDERANT que la SCA AXEREAL a été informée, par courriers susvisés des 14 et 23 janvier 2020, du résultat de l'inspection du 24 septembre 2019 de ses installations situées sur le territoire de la commune de BRIARE et des suites administratives susceptibles d'être prises à son encontre

CONSIDERANT l'accidentologie en matière d'incendie sur les installations électriques des silos et les risques inhérents à ce type d'accident sur les tiers,

CONSIDERANT l'accidentologie, en matières d'incendie et d'explosion, associée aux engrais à base de nitrate d'ammonium (rubrique 4702),

CONSIDERANT qu'en cas d'incendie, l'opérationnalité des colonnes sèches présentes sur le site n'est pas garantie,

CONSIDERANT que par courrier susvisé du 13 février 2020, l'exploitant a apporté des éléments de réponse aux constats relevés lors de l'inspection du 24 septembre 2019,

CONSIDERANT qu'après analyse de ces éléments de réponse, cinq non-conformités, dont quatre importantes qualifiées de niveau 1, susvisées, persistent,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCA AXEREAL de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004 modifié, de l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 novembre 2012, des articles 7.3.3. et 7.7.2. et du chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 juillet 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

**ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup>

La Société Coopérative Agricole (SCA) AXEREAL, dont le siège social est situé 6 rue de la Manufacture, CS40639, 45166 OLIVET CEDEX, est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRIARE (45250), lieudit « Les Terres du Camp », de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions ci-après :

- de l'article 9 de l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004 et de l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 novembre 2012, en transmettant au Préfet un rapport constitué :
  - de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,
  - de l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des arrêtés ministériels précités »,**concernant l'ensemble des matériels et des installations électriques des installations relevant de la rubrique 2160 de la nomenclature des ICPE ;**
- de l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 juillet 2012, en transmettant au Préfet un rapport justifiant **du bon état de conformité de l'ensemble des installations électriques du site ;**
- de l'article 7.7.2. de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 juillet 2012, en transmettant au Préfet un rapport justifiant **du bon état et de l'opérationnalité des quatre colonnes sèches** de l'établissement (vérification visuelle, essais hydrauliques et contrôle d'étanchéité) ;
- du chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 juillet 2012, en transmettant au Préfet un rapport justifiant **de la mise en sécurité du séchoir associé au silo 1** (vidange/dégazage des différents circuits d'alimentation en gaz, consignation des circuits d'alimentations électrique/gaz...).

### Article 2 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, dans le délai fixé à son article 1<sup>er</sup>, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article R.514-4 de ce même code.

### Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la SCA AXEREAL par voie postale.

Une copie de cet arrêté est transmise au Maire de BRIARE et à l'inspection des installations classées de la DREAL du Centre-Val de Loire.

### Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret et l'inspection des installations classées de la DREAL du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le **19 MARS 2020**

**Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,**

  
**Thierry DEMARET**



### **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1, **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)